

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

20 AU 26 JANVIER 1994

N° 941

10,00 F



## LA BOURSE EXPLOSE

# DES ETRENNES POUR LES RICHES

## EDITORIAL

### Les oubliés et autres déçus du camp du progrès

Il en est de la querelle scolaire comme de l'antifascisme. Le PS après avoir fait entrer le loup xénophobe ou clérical dans la bergerie progressiste et laïque prétend mener de A à Z la bataille d'opposition face au gouvernement Balladur et à l'extrême droite. Oubliées les années de gouvernement socialiste et les couleuvres que les Français durent avaler. Mazette, le PS nous prendrait-il toujours pour des imbéciles ?

Aux affaires, il n'a pas fait mieux que la droite, voire tout aussi pire, alors qu'il ne vienne pas désormais, la bouche en cœur, donner des leçons de résistance face à la réaction ambiante. De sa part, ce n'est que salmigondis de commerce politicien, rien d'authentique.

La longue période où les socialistes se sont affirmés comme de loyaux gestionnaires du Capital a contribué à ce qu'on oublie ces « progressistes » de salons, alors que bien des causes conduisaient les révolutionnaires à se mobiliser et à arpenter la rue.

Risible Monsieur Rocard, trépanant d'aise dans son nouveau rôle d'opposant. Croit-il nous faire oublier les accords Lang-Cloupet sur l'enseignement privé, le financement de la cathédrale d'Evry par ce même Lang et bien d'autres choses en la matière ?

Braves troupes du PS et de ses sous-marins, électeurs éternels déçus, oubliés de tout... et c'est avec cela que se construit le camp du progrès ? !

LA BOURSE flambe tandis que les plus pauvres meurent de froid sur les trottoirs.

La Bourse grimpe, grimpe, et le chômage aussi...

Cotillons et champagne : les boursiers ont salué les performances du CAC 40 (indice de la Compagnie des agents de change) qui, en un an, est passé de 1843 à 2268 points, soit 22,9% d'augmentation. Et, depuis le jour de l'An, l'heureuse ascension se poursuit.

Selon le Monde, les plus optimistes s'attendent à applaudir un CAC 40 à 2 600 ou 2 700 points en fin 1994.

Avec le portefeuille d'actions judicieusement choisies, il est possible de doubler son patrimoine en quelques années, sans parler des dividendes empochés. C'est tout de même mieux que la Caisse d'Epargne ou que l'évolution du SMIC !...

Certes, l'état de la Bourse n'est pas toujours le reflet de la réalité économique. Ainsi pendant les « trente glorieuses », période d'expansion rapide, elle est demeurée paisible. Quant au krach

de 1987, il ne correspondait pas à un effondrement de l'activité. Des mouvements spéculatifs peuvent déclencher des variations brutales et si la hausse des cours est sans rapport avec la situation réelle des entreprises, la chute peut être très rapide, comme en 1987.

### L'habillage des bilans

D'autres facteurs ont joué fin 1993. Le Monde a souligné « l'importance des liquidités qui se sont déversées sur la Bourse depuis plusieurs semaines pour des raisons essentiellement fiscales ». Il s'agissait, en effet, pour les « investisseurs », de « bénéficier avant la fin de l'année de l'exonération fiscale sur les plus-values ». (1)

Et notre quotidien vespéral préféré d'ajouter : « Les échanges ont également été gonflés par les opérateurs d'habillage de bilan ». Car les bilans, voyez-vous, ça



Chaque 30 décembre, la Bourse de Paris fait la fête. Photo Gérard Fouet/AFP (1993).

s'habille ou se déshabille, ça se gonfle ou se dégonfle en fonction des objectifs des actionnaires principaux, selon que l'on souhaite séduire les « investisseurs » nouveaux ou, au contraire, justifier

une réduction des dividendes pour les petits actionnaires.

En dehors de ces péripéties, il demeure que si les « investisseurs » se bousculent à la corbeille c'est

(suite p. 3)

## GUERRE SCOLAIRE

# Ce n'est qu'un début...

LE CONSEIL constitutionnel l'a décidé : la loi Falloux sera maintenue en l'état. Pas question de donner la possibilité aux communes, départements et régions de subventionner les écoles privées jusqu'à 50% de leurs investissements. Les curetons devront se contenter des 10% prévus par la loi depuis 144 ans.

« Victoire ! » ont crié bon nombre de militants laïcs. « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », serions-nous tentés d'ajouter. En effet, n'oublions pas que ces 10% de fonds publics (payés sur nos impôts et alloués au secteur privé) sont déjà 10% de trop. De même, rappelons que depuis 1959 les enseignants du privé sont rémunérés par l'Etat, que la loi Rocard de 1984 permet le financement de l'enseignement agricole privé, que les accords Cloupet-Lang (1992) organisent la formation des maîtres du privé par les IUFM et

permettent, entre autres, la prise en charge financière des bibliothécaires et documentalistes du privé. N'oublions pas également que la loi Falloux n'a jamais empêché les collectivités territoriales de dépasser le plafond des 10%. C'est ainsi que la région Ile-de-France a financé à 100% un lycée polyvalent à Lagny (Seine-et-Marne), sous prétexte que « le Conseil régional ne figurait pas dans la loi Falloux » (et pour cause ! les conseils régionaux n'existaient pas en 1850 !). Par ailleurs, comme le rappelle les Echos du 17 décembre 1993, les départements et les régions font déjà beaucoup plus, en toute illégalité, que les fameux 10% autorisés par la loi. Pour terminer, signalons le statut particulier de l'Alsace-Moselle où l'enseignement religieux (deux heures par semaine) fait partie de l'horaire normal de toutes les écoles publiques (1).

Dans ces conditions, peut-on vraiment parler de victoire ? N'est-il pas nécessaire d'aller plus loin ? Quoi qu'il en soit, nous n'avons rien à attendre du Parti socialiste, de la FEN, du Comité national d'action laïque (CNAL) ou de la Ligue de l'Enseignement (FLASEN). Ces pseudo-laïcs ont montré de quoi ils étaient capables lorsque leurs petits copains étaient au gouvernement.

Aujourd'hui, bien que complètement débordés par la base, leur opposition à la loi Bayrou porte plutôt sur la façon dont cette dernière a été adoptée par le Sénat que sur le fond ; la FCFE (association de parents d'élèves proche du PS) allant jusqu'à déclarer qu'elle condamnait « l'intolérance, le racisme et... l'anticléricalisme » (1). Les anarchistes, quant à eux, continueront à lutter pour une laïcisation de l'ensemble du système éducatif : abrogation de la loi Falloux (aucun

argent public pour le privé) ; suppression du statut d'Alsace-Moselle ; fonctionnarisation de tous les enseignants laïcs du privé ; intégration de l'enseignement agricole à l'Education nationale et pourquoi pas... réquisition des locaux détenus actuellement par les curetons et mise en place de structures éducatives autogérées (parents, enseignants, élèves) et indépendantes des pouvoirs économiques, politiques et religieux (locaux ou nationaux) !

Eric Dussart  
(individuel FA - Lille)

(1) Cet enseignement est donné par des instituteurs volontaires. Les parents peuvent en faire dispenser leurs enfants en faisant la demande au mois de juin. Les religions reconnues sont catholique, protestantes (réformée et luthérienne) et juive.

(lire le compte-rendu de la manifestation du 16 janvier 1994 en page 3)

### JURIDIQUE

#### « SCÈNES DE LA VIE DE BOHÈME ORDINAIRE »

Factures, huissiers,  
mises en demeure...

P. 2

### STIG DAGERMAN UN ÉCRIVAIN ANARCHISTE

P. 8

T2137 - 941 - 10,00 F



Fop 2520

FACTURES, HUISSIERS, MISES EN DEMEURE...

# Scènes de la vie de bohème ordinaire

**B**OHÈMES, TREMBLEZ ! Les vacances judiciaires sont terminées. L'année nouvelle ramène avec elle son cortège d'huissiers et d'oiseaux de mauvais augure. Il pleut des papiers bleus. Cigales impénitentes, vous allez être emportés par la tourmente. Oyez ces quelques trucs de la vie de bohème ordinaire, vous pourrez peut-être tenir jusqu'au prochain hiver...

Vous n'avez pas payé votre loyer. Les petites cuillères en argent de la grand-mère sont en lieu sûr, et vous attendez l'huissier de pied ferme, prêt à lui rire au nez lorsqu'il vous parlera d'expulsion, c'est l'hiver. Mais cela ne peut pas durer toujours, la saison des frimas, et vous appelez déjà la fourmi votre voisine pour lui confier vos affaires lorsque vous irez coucher sous les ponts au printemps.

Et bien, il y a peut-être d'autres solutions. Repêchez vite le commandement d'huissier au fond de la poubelle, et lisez-le attentivement. Vos meubles sont en saisie-gagerie, si vous ne payez pas à la date prescrite, votre bail sera résilié, comme il est prévu aux termes du contrat. C'est l'expulsion, sauf opposition de votre part. Il doit, normalement, vous être indiquée une date limite après laquelle vous ne pourrez plus vous défendre. Quelle idée, pensez-vous. Vous devez cet argent, c'est un fait. Pourquoi aller en justice ? On risque d'être condamné. A quoi ? A payer

évidemment, avec les dépens par dessus le marché. De toute façon, vous n'avez pas d'argent pour entamer une procédure judiciaire. Sachez qu'il vous suffit de faire porter l'avis de référé par un simple huissier. Vous pouvez vous défendre vous-même. Quel intérêt ? La demande de référé suspend la procédure d'expulsion et de saisie de biens mobiliers, jusqu'à la signification du jugement. Vous pouvez rapatrier les petites cuillères, l'ordinateur, la télévision et la regarder à la barbe de l'huissier. Avec un peu de chance, le jugement sera

**« La demande de référé suspend la procédure d'expulsion et de saisie de biens mobiliers jusqu'à la signification du jugement. »**

rendu à la fin du printemps. C'est toujours cela de gagné. Qui sait, vous aurez peut-être de l'argent d'ici-là. Oui mais voilà, le jour venu, vous n'en avez pas. Vous pouvez demander des délais et un étalement des paiements au juge. S'il ne souhaite pas grossir la cohorte des SDF, il vous les accordera bien volontiers, et votre bail ne sera pas résilié. Bravo, vous avez gagné. Catastrophe : vous étiez en fin de bail. Votre propriétaire, ulcéré, refuse de le renouveler. Allons, il faut bien en

passer par là, et vous courez récupérer les cartons de déménagement chez l'épicier du coin. Attendez avant d'en arriver à ces extrémités. Vous pouvez demander à être maintenu dans les lieux comme occupant sans bail. Mais attention, payez à l'avance votre loyer sans retard, sinon c'est l'expulsion sans recours.

Il y a pire qu'un propriétaire, c'est un conseil de co-propriétaires. Vous avez réussi à acheter un petit appartement. Enfin sauvé. Plus de problème de loyer en fin de mois. Hélas, vous n'y avez pas pensé, le ravalement, les travaux divers grèvent lourdement votre budget, vous ne pouvez plus payer vos charges. Les intérêts réclamés par le syndic enflent dangereusement votre note. Vous ne pouvez plus vous rattraper. Payez votre principal d'un cœur égal au terme échu. Les charges sont un acompte provisionnel. Même si vous êtes en retard, on ne peut normalement vous demander d'intérêt sur une avance. Hélas, le terme échu, vous ne pouvez toujours pas payer. Votre syndic vous menace d'hypothéquer votre appartement. Pas de panique. Il ne peut le faire sans entamer une procédure judiciaire contre vous. Malheureusement, c'est ce qu'il fait. Le juge vous accorde peut-être des délais, mais vous êtes condamné aux dépens. Votre note a triplé. Ce sont les frais de justice. Vérifiez avant de vous affoler, que votre syndic n'y ait pas inclus ses frais d'avocat. Contrairement à l'opinion communément répandue, les frais d'avocat ne sont pas des frais de justice. En aucun cas, vous ne devez payer l'avocat de la partie adverse. Le dédommagement que vous lui devez est évalué dans les frais irrépétibles, qui s'ajoutent aux frais de justice proprement dits (rappels, commandements d'huissiers, frais de greffe...). Vous avez fait des confettis avec les papiers bleus, et vos relevés de charge tapissent depuis longtemps le fond des boîtes à ordures. Où trouver le détail de vos frais de justice ? Chez l'huissier chargé de signifier le jugement, ou au greffe, tout simplement.

Attention. Le délai d'application du jugement démarre, en général, de sa date de signification, et non du jour du procès. Vérifiez. C'est toujours un peu de temps de gagné, et cela peut vous éviter bien des malentendus avec votre créancier.

Vous déchirez consciencieusement vos contraventions en jolis petits carrés bien propres, vos déclarations d'impôts sont un lointain souvenir du passé, quant au téléphone, il est coupé depuis longtemps. Inutile de mettre les objets de valeur au nom d'un ami, cela ne sert à rien. Une seule solution, déménager vos affaires et vite. Mais cette fois-ci, c'est la fois de trop. Vos amis en ont assez. Vous êtes incorrigible. Vous vous y prenez toujours au dernier moment. Ils vous avaient prévenu. Aucune supplication n'y fera rien. Lorsque vous appellerez affolé à minuit la veille de la saisie, personne n'acceptera de se charger une fois de plus de l'horloge normande et de l'armoire de la tante Mathilde. Tant pis pour elles. Mais vous pouvez encore sauver quelques bricoles. Les objets aisément transportables, mettez-les au clou. Quant au reste... Sachez qu'on ne peut saisir vos instruments de travail. Si vous exercez une profession artistique ou intellectuelle, et que vous puissiez prouver que votre ordinateur, vos livres, vos disques sont indispensables à la rédaction de vos œuvres, tout n'est peut-être pas perdu. Mais l'Etat, las de payer des huissiers à visiter des appartements vides, peut saisir directement et sans avertissement tout votre avoir sur

ceux qui ne rentrent plus chez eux car ils ont peur de leur boîte aux lettres, ceux qui attendent toujours le dernier moment, ceux qui définitivement n'y comprennent rien, voici quelques adresses pour obtenir conseils et assistance.

Michèle Rollin

## QUELQUES ADRESSES UTILES

### Permanences juridiques gratuites tenues par des avocats :

• Par téléphone uniquement :

— Conseil juridique avocats : 43.29.33.00 (de 19 h à 23 h 15) ;

— Justice plus (20, rue Alfred-de-

Vigny, 75017 Paris) 43.80.95.50 ;

— Avocats du barreau de Paris : 44.32.48.48/44.32.54.08/44.32.65.04 ;

— IFPP : 48 24 05 07 (pour salariés envoyés par l'assistante sociale de

l'entreprise, assistantes sociales, etc.).

• Par téléphone et/ou accueil :

— CNIDFF (Centre d'information des femmes, Maison du Jura) 7, Rue du

Jura, 75013 Paris. Accueil l'après

midi. Tél. : 43.31.12.34, permanence

téléphonique le matin, Par minitel : 3615 CNIDFF ;

— permanence juridique dans chaque

mairie (attention, généralement les

délais de rendez-vous sont longs) ;

— renseignements notaires, 12,

avenue Victoria, 75001 Paris. Tél. : 42.33.71.06.

Renseignements d'ordre sociaux :

— Allo Social : 40.27.98.00 (sur

Paris) ;

— Institut formation permanente

professionnelle : Minitel 3615 IFPP

(pour salariés travaillant en entre-

prise).

Problèmes financiers :

— Surendettement (contentieux

banques, crédits, etc...) Banque de

France, 48, boulevard Raspail, 75006.

Tél. : 49.54.27.54. En province, se

renseigner à la commission « suren-

dettement » de votre département.

Minitel 3614 Consom ;

— pour tout litige, vous pouvez

recourir à un conciliateur pour favori-

ser un règlement amiable (dans

chaque mairie) ;

— vente : en cas d'urgence, ne bradez

pas vos objets de valeur à n'importe

quel prix. Vous pouvez les faire

estimer gratuitement à l'hôtel des

ventes (à Paris, à l'hôtel Drouot,

méto Richelieu-Drouot).

Renseignements administratifs :

— CIR (Centre interministériel de

renseignements administratifs, à

Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille,

Lille, Metz, Rennes) : 40.01.11.01 à

Paris ;

— à ne pas négliger : le petit guide

téléphonique de l'administration

(tome 1 de l'annuaire du téléphone,

pages jaunes, cf. sommaire).

le monde  
**libertaire**

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

## Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....

A partir du n° ..... (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

# Des étrennes pour les riches

(suite de la « une »)

bien parce qu'ils espèrent empocher de bons dividendes. Toujours selon le Monde, « les prévisions moyennes des analystes qui justifient les hausses tablent sur une croissance de plus de 30% des bénéfices en 1994 ».

Faut-il rappeler que la Bourse a commencé son irrésistible ascension avec l'arrivée de la gauche au pouvoir ? Ainsi que l'ont expliqué les économistes, avec leur élégance coutumière, les entreprises ont pu « reconstituer leurs marges » grâce à la politique de rigueur inaugurée par Mauroy, avec la bénédiction d'Edmond Maire, politique continuée par tous les gouvernements successifs. Grâce aussi à l'augmentation continue de la productivité et aux « dégraissages » qu'elle a entraînés. Et la « crise », alors ? Cette « crise » dont on nous rebat les oreilles et qui serait la cause de tous nos maux. Les statistiques les plus officielles nous montrent que depuis 1975 (année de la récession), le Produit intérieur

brut (PIB) n'a jamais cessé de croître, parfois de façon importante, comme en 1988 et 1989 où il a augmenté de plus de 4% par an (2). Dans la même période, le nombre des chômeurs est passé d'un million à 3,3 millions fin 1993 (inscrits à l'ANPE). Ce qui prouve bien, s'il en est encore besoin, que le chômage n'est pas forcément synonyme de crise. En tout cas, ce n'est pas la raison pour tout le monde !

C'est seulement dans le courant 1992 que la stagnation de l'activité a commencé pour se transformer en recul dans l'année 1993 avec la chute de 0,7% du PIB et une baisse de 4% de la production industrielle.

Les patrons proclament que s'il y a récession et chômage accru c'est parce qu'il y a baisse de la consommation. Avec leur cynisme habituel, et relayés par leurs larbins des médias, ils inversent les choses. Avec de plus en plus de chômeurs de moins en moins indemnisés, avec de plus en plus d'emplois précaires, à temps partiel, de Contrats Emploi-

Solidarité, de RMI, avec des salaires bloqués ou rognés, des retraites et pré-retraites ratatinées, des cotisations et la CSG en hausse, des remboursements de Sécurité sociale en baisse, il était inévitable que la « consommation des ménages » dégingole. C'est élémentaire, mon cher Périgot ! (Il ne faut pas accuser, non plus, l'économie mondiale qui offre un paysage très contrasté avec, en particulier, une forte reprise aux Etats-Unis.)

## Pour 1000 milliards de transactions

Cette situation n'a entamé en rien le bel optimisme des boursiers puisqu'en 1993 « le volume des transactions a progressé de 40% [...] pour atteindre 1000 milliards ». (3)

Mille milliards ! A côté, les quelques dizaines de milliards de « déficits » de la Sécurité sociale, des retraites et de l'UNEDIC réunis paraissent bien modestes !

Mais quel symbole ! C'est au moment précis où le Palais Brongniart pavait pour saluer le CAC 40 et les exonérations fiscales, qu'entraînait en application la réforme des retraites de la Sécurité sociale (stricte application du « Livre blanc » de Michel Rocard). En 2003, il faudra avoir travaillé quarante ans pour toucher une retraite « à taux plein », qui se réduira comme une peau de chagrin puisqu'elle ne sera plus indexée sur les salaires et que la période de référence passera progressivement, d'ici l'an 2008, des dix aux vingt-cinq « meilleures années »...

Prosperité insolente des financiers et des industriels ; difficultés accrues pour la grande majorité des salariés, des retraités ; précarité et misère pour des millions d'individus... La raison des capitalistes n'est pas d'assurer le plein emploi ni le bonheur des populations, mais de réaliser le maximum de profits. Au contraire, ils ne sont

pas mécontents de pouvoir disposer d'une « armée de réserve » et certains de leurs économistes estiment qu'un « volant » de chômage est nécessaire pour peser sur les coûts.

Voilà qui met en évidence le caractère dérisoire de toutes les « propositions », plus « réalistes » les unes que les autres, qui fument à droite comme à gauche, parfois à l'extrême gauche, pour endiguer le chômage, et même le supprimer !

Pour « abolir » le chômage, il faut abolir le capitalisme. La Bourse explose. Et nous, alors, qu'est-ce qu'on attend pour en faire autant ? Il y a plus que jamais d'excellentes raisons d'être révolutionnaire !

Sébastien Basson

- (1) Le Monde des 2 et 3 janvier 1994.
- (2) Le Bilan économique et social 1992, page 40.
- (3) Le Monde des 2 et 3 janvier 1994.

## PARIS Gros succès anti-calotin le 16 janvier

Ce fut jusqu'à 15 h que la RAPT estima devoir fermer plusieurs stations de métro (République, Oberkampf...) dimanche 16 janvier pendant la manifestation laïque.

Chronique d'un succès annoncé, auraient pu se titrer ces quelques lignes, mais il y a plus !

En effet, il y a belle lurette que sur le pavé parisien il n'y avait pas eu manifestation aussi nombreuse (un million de personnes selon les organisateurs, seulement près de 300 000 selon la préfecture de police) et enjouée. Toutes les provinces françaises défilaient, mêlant anticléricalisme de base et laïcisme militant. Côté politique, des apparentés au PS ont reçu quelques tomates et mandarines avariées, aux cris de « renégats » et de « Lang trahison ». La FEN semblait moins présente dans un défilé où la FSU (exclue ?, dissidente ?) tenait le haut du pavé.

Gageons que le dernier conseil des ministres a dû être intéressant ! Relever l'ardeur du « peuple de gauche » (et plus...) aura été la faute majeure de Balladur. Il croyait sûrement que la brèche ayant été ouverte par les socialistes, il suffisait de pousser plus loin.

Mais il n'en a pas été ainsi, les attaques contre la loi Falloux ont réveillé tout le monde. La FA, la CNT, Réflex, le SCALP... rassemblaient grosso modo un millier de manifestants aux sons de « Pas de curés, pas de patrons, pas d'armée dans les écoles » ou de « Gauche, droite complices, pas un rond pour les curetons ».

Succès assuré avons-nous écrit plus avant, soit, mais il faudra voir si le PS pourra vraiment en redorer ses vêtements rapés ! Nous aurons, en tout cas, tout fait dans cette grand-messe laïque pour que Rocard and Co. ne tirent pas les marrons du feu.

Alexis Pierre

## FEDERICA MONTSENY EST DÉCÉDÉE

La Fédération anarchiste française tient à saluer la mémoire de Federica Montseny, décédée ces derniers jours. Federica Montseny restera dans l'histoire comme une des figures emblématiques du mouvement anarchiste ibérique et de la révolution espagnole de 1936, dans ses contradictions et ses échecs, bien sûr, mais surtout, et ils sont bien plus importants, dans ses succès.

Federica faisait partie de ces millions d'hommes et de femmes qui ont signé, de l'autre côté des Pyrénées, une des plus belles pages de l'histoire révolutionnaire de ce siècle.

A travers elle, c'est à eux que nous rendons un hommage bien mérité. Ce sont ces révolutionnaires qui nous ont transmis la flamme libertaire, nous nous sentons toutes et tous comme les continuateurs d'une révolution que la barbarie ne leur a pas laissé finir. A ceux et celles qui partagent notre idéal, nous disons qu'il nous faut continuer. A ceux qui n'honorent les anarchistes ou ne parlent d'eux que lorsqu'ils sont morts, nous disons que les anarchistes sont toujours là, bien vivants et que « nous portons toujours un monde nouveau dans nos cœurs ».

Fédération anarchiste

## PROTECTION SOCIALE Les retraites au régime

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994, pour obtenir une pension à taux plein, il faut avoir soixante ans et avoir cotisé pendant 151 trimestres au lieu de 150, pour une retraite calculée sur les onze meilleures années d'activités et non plus sur les dix. Chaque année, jusqu'en 2008, il faudra ajouter un trimestre de cotisations en plus (pour atteindre 160 trimestres, soit 40 années de cotisations au lieu de 150 trimestres, soit 37,5 années). Et une année supplémentaire pour le calcul de la pension (pour atteindre les 25 meilleures années contre 10 jusqu'au 31 décembre 1993).

Edouard Balladur n'a pas trouvé mieux, affirme-t-il, pour « sauvegarder la protection sociale » et lutter contre « les déficits sociaux ». Résultat : pour une pension de retraite à taux plein, il faudra cotiser plus et toucher moins. En effet, Michel Gleizes, de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV), a estimé qu'un smicard verra sa pension réduite de 2% en 2015, et (avec le calcul sur les 25 meilleures années) pour celles et ceux qui ont des carrières dites ascendantes (on commence avec un petit salaire pour finir un peu mieux !) la perte sèche sera de 4,63%, toujours en 2015... soit 16 454 francs par an en moins (1). Multipliée par 37 millions de personnes nées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1948, qui devraient être concernées par ces nouvelles mesures, cette économie sur les pensions rapporterait en 2010, 126 milliards (en francs de 1993). Rassurants, les experts de Balladur nous avertissent : « Les effets financiers de la réforme ne suffiront probablement pas à éviter une hausse des cotisations et/ou de la contribution sociale généralisée (CSG) dans les prochaines années. Surtout si la situation économique ne s'améliore pas... » (2)

A l'unanimité, les syndicats ont dénoncé ce nouveau régime, mais n'ont guère été entendus par le Premier ministre. Cette réforme était aussi dans les cartons de Michel Rocard, dans son « livre blanc sur la protection sociale ». Ceci explique peut-être cela : déclarations outrées des syndicats, mais absence de mobilisation, ou pire, impossibilité d'en construire... il reste si peu de salariés, et encore loin de la retraite !

Enfin, les fonctionnaires ont échappé à ce changement de régime. Cela ne durera certainement pas bien longtemps. On ne peut pas impunément remettre en cause, de fait, la retraite à soixante ans pour les salariés du privé et laisser ceux de l'Etat vieillir dans la tranquillité. Du moins, c'est ce que doit penser l'équipe de Balladur.

Alain Dervin (gr. Pierre-Besnard - Paris)

- (1) Chiffres extraits de l'article de Michel Gleizes, paru dans *Retraite et Société* n° 4, journal de la CNAV, que cite *Libération* du 22 décembre 1993.
- (2) Jean-Michel Normand, *Le Monde* du 4 janvier 1994.

« ITINÉRAIRE » — La revue « Itinéraire » recherche des personnes bénévoles pour traduire des textes écrits en allemand, néerlandais, japonais. Si vous maîtrisez parfaitement l'anglais, l'espagnol ou l'italien, vous pouvez également nous rendre service. Contactez-nous : « Itinéraire », 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

## PARUTIONS

### CALENDRIER-ALMANACH

Pierre Girod, de la liaison FA de Bellegarde-du-Razès, publie la septième mouture de son traditionnel calendrier-almanach. Trente-six pages de propos pacifistes, libertaires, espérantistes, écologistes, de morceaux choisis, d'histoires... contre un timbre à 4,40 F. A commander à Pierre Girod, 11240 Bellegarde-du-Razès.

### PRESSE

Le n° 15 de la *Mistoufe* est sorti. Seize pages de réflexion, d'information, de poésie, de dessins, de coups de gueule. Gratuit (sauf frais de port à 6,70 F). La *Mistoufe*, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

### PRESSE

Le n° 105 (janvier 1994) de *Contre vents et marées*, journal d'humour anarchiste de la région Rhône-Alpes, vient de paraître. Prix : 6 F (abonnement : 60 F, chèque à l'ordre de « Contre-Courants »). Au sommaire : antimilitarisme, syndicalisme, abbé Pierre, Brésil, Afrique, bouquins. A commander à « Contre-Courants », La Ladrère, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

### PRESSE

Le n° 6 de la *Protesta*, journal anarchiste bretonnais à parution sporadique, édité par le groupe Les Temps Nouveaux vient de paraître. Prix : 2 F. Au sommaire : Fin de terre ? le chômage, contre l'Institut catholique de Brest, vallée d'Aspe : massacre à la bétonneuse, rue de Saint-Malo : la fin d'une expérience ?, disques, livres et BD. La *Protesta* c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.

### PRESSE

Le n° 1 de la *Revolta*, feuille des anarchistes de l'Ariège vient de paraître. Pour se le procurer, envoyez un timbre à 2,80 F à l'une des deux adresses suivantes : — Liaison FA de l'Ariège, 2, rue Georges-Bordas, 09000 Foix ; — Alain Felu, 09460 Artigues.

COMMANDO ANTI-IVG

# La maternité des Lilas encore la cible de SOS-Tout Petit

**S**AMEDI 8 JANVIER, une scène inhabituelle s'est déroulée aux Lilas (Seine-Saint-Denis) : devant la maternité — célèbre pour être une des pionnières de l'accouchement sans violence — un cordon de flics, de CRS, « protégé » par une trentaine de militants et de militantes se trouve face à quinze personnes, dont certaines sont agenouillées sur le macadam, pendant que d'autres brandissent des pancartes.

Ces derniers, Xavier Dor en tête, prient, chantent des cantiques et affirment aux quelques passants interloqués : « Ici, on tue des enfants ». C'est donc SOS-Tout Petit en action contre le droit à l'avortement.

Il faut rappeler que cette maternité a déjà subi deux attaques de ce commando. Celle de mai 1992 a été suivie d'une plainte de la direction et de membres du personnel

blessés par les assaillants. Un procès à Bobigny, en octobre 1993 (cf. ML n° 930) a vu Xavier Dor condamné à 20 000 F d'amende.

Aujourd'hui, leur tactique semble avoir changé : rien d'original, ils n'ont fait que suivre les indications du procureur lors du procès : la liberté de manifester est reconnue à tous en France ! Ils ont donc demandé à la Préfecture de Seine-Saint-Denis l'autorisation de manifester aux Lilas ce samedi de 9 h 15 à 12 h ; cela ne leur a pas été refusé. Ils sont donc venus.

Cependant, la préfecture a prévenu la direction de la maternité qui a elle-même prévenu la Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC). A la demande d'une partie du personnel, aucun rassemblement important n'est organisé, mais un regroupement de quelques mili-

tantes est prévu, avec signature de pétition de soutien et une banderole sur la façade.

Le bouche à oreille fonctionne davantage que prévu, et près d'une quarantaine de personnes, habitant Les Lilas, Bagnolet ou les arrondissements parisiens proches (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup>), viendront manifester leur solidarité avec le personnel et les femmes de la maternité, manifester — avec humour et dérision — leur volonté de défendre le droit de toutes les femmes à l'avortement et à la contraception : distribution de pilules aux cathos, préservatifs, slogans moqueurs (« A bas la calotte, vive la capote ! »). Quand certains entonnaient des couplets de *La Chanson de Père Duchesne* où curés et églises seront fustigés par terre, immanquablement, les prières redoublant ; les plus masochistes des cathos se retrouvaient à genoux...

Une vieille dame du quartier ira leur rappeler avec véhémence la mort de deux jeunes femmes de sa connaissance, des suites d'avortements clandestins. Mais on se rend vite compte de leur totale imperméabilité à tout raisonnement, à tout échange d'arguments.

Alors que la maternité dispose de trente lits pour les accouchements et deux lits pour les avortements, ce sont ces derniers uniquement qui comptent à leurs yeux !

Il faut cependant constater notre manque d'organisation matérielle pour riposter, et notre faiblesse — liée au refus d'une partie du personnel — de manifester réellement : pas de tract expliquant notre présence, pas de slogans préparés. Tirons-en les leçons pour l'avenir.

Rose Paradis  
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

## RENDEZ-VOUS

### DIJON

Samedi 22 janvier, au local « La Mistoufe », 61, rue Jeannin à Dijon, demi-journée rencontre avec les Mistouffiennes et Mistouffiens. Au programme :

- 16 h : présentation de l'association « Maloka » et de la FA sur Dijon, avec rétrospective des activités menées ces dernières années ;
  - 18 h : discussion avec les personnes présentes sur le mouvement anarchiste dijonnais, puis selon des thèmes proposés ;
  - bouffe, boissons, bal populaire.
- On vous y attend nombreux et curieux.

### LYON

A l'initiative des groupes FA, samedi 22 janvier à 15 h : « Une société sans prison », débat animé par Jacques Lesage de la Haye à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

### PARIS

A l'initiative de l'Union régionale parisienne de la FA, le premier cours-conférence-débat d'une série de cinq, s'échelonnant jusqu'au vendredi 4 mars, aura lieu le vendredi 28 janvier à 20 h 30 sur le thème suivant : « Partage du travail ? Réduction du temps de travail ? Et l'anarchisme dans tout ça ? », au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M<sup>e</sup> Blanche), 75018 Paris.

### MOSELLE/BAS-RHIN

« Le collectif Ne Plus Subir remercie les gens qui ont envoyé des lettres et de l'argent en soutien à Menduf. Il sortira de prison à la mi-février (après avoir été interpellé à la suite de la manifestation anti-Le Pen de Sarrebourg du 27 octobre 1993). Nous espérons, d'après les dernières informations que l'on a, que ses ennus s'arrêteront là.

Menduf a été sensible à votre soutien. Nous mêmes, considérons comme très important de ne pas laisser criminaliser et « embastiller » des antifascistes (ou autres), sans réaction. »

Pour contacter la Fédération anarchiste sur Moselle/Bas-Rhin, écrivez à « Ne Plus Subir », BP 74, 57805 Freyming-Merlebach ou « Ne Plus Subir », BP 58, 67260 Sarre-Union.

## ACT-UP DEVANT LA PRISON DE LA SANTÉ

# SIDA, prisons : brisons les exclusions

**I**L FALLAIT LE FAIRE, Act up-Paris l'a fait. En organisant un rassemblement samedi 15 janvier face à la prison de la Santé, Act up a publiquement posé le problème du SIDA en milieu carcéral.

Plus de 200 personnes ont tenté de briser le silence qui entoure le tabou de la sexualité carcérale, en dénonçant l'absurdité répressive qui frappe la toxicomanie.

Alors qu'une bonne partie de l'opinion, en prison, en est encore à la peur face au SIDA, au déni de la réalité face à une homosexualité de circonstance, Act up a décidé de tirer le signal d'alarme, à Paris mais aussi à New York, en Californie et en différentes capitales européennes.

Dispositif concentrationnaire, la prison est le reflet aggravé de ce qui se passe de l'autre côté des barreaux. Elle en est le révélateur social.

La prison est le lieu de toutes les privations, de toutes les souffrances. Quiconque s'est un peu penché sur le problème carcéral a eu à affronter avant tout le silence qui pèse sur le monde des prisons. L'univers carcéral est un univers clos, les informations qui en sortent sont rares.

La crise du SIDA révèle toutes les carences du système pénitentiaire en matière de santé. Les associations de terrain estiment qu'environ 17% de la population carcérale sont séropositifs ou malades, avec des pointes de 25 à 30% dans les établissements de la région parisienne et de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le taux de prévalence VIH est de 20 à 30 fois plus élevé que dans la population

générale. 91% des détenus séropositifs sont toxicomanes.

Depuis 1988, en prison, la proportion de SIDA déclarée ne cesse d'augmenter : elle était de 3,2% en 1988 et atteint 8% en 1991.

### Appliquer les directives de l'OMS

Le secret médical est constamment violé ; les conditions matérielles et fonctionnelles de la médecine pénitentiaire sont inadéquates ; la surpopulation atteint dans certains établissements 230% ; aucun travail de prévention n'est réellement engagé si ce n'est par les associations. Les détenus sont exclus des soins. Ils ne peuvent participer aux protocoles d'essais et ne bénéficient pas de la prophylaxie qui existe à l'extérieur. Les traitements sont quasi-inexistants.

Aujourd'hui, au moment où se mettent en place les conventions prisons-hôpitaux, la situation sanitaire des prisons françaises est désastreuse. Ces conventions, mises en œuvre à la suite du transfert des responsabilités médicales du ministère de la Justice à celui de la Santé, ne sauraient être la seule réponse gouvernementale à la situation dramatique du SIDA en prison.

C'est pourquoi Act up-Paris exige un plan d'urgence dont le premier volet est l'application immédiate de toutes les directives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur le SIDA en milieu carcéral, établies en mars 1993 (ces directives de l'OMS sont à votre disposition au 42.01.11.47 ou par fax au 40.03.00.04).

Pour que cessent les exclusions à l'encontre des détenus séropositifs.

Pour qu'ils aient accès à des traitements nouveaux.

Pour qu'ils aient accès aux protocoles d'essai.

Pour qu'ils aient accès à l'information sur le SIDA et à la prévention.

Nicole et Patrick (gr. Berneri - Paris)

### BOIS-D'ARCY

## On meurt de faim dans les prisons françaises

Est-ce normal de voir la mort si près de nous, frôlant la décadence humaine, le non-respect de l'homme et de ses droits ?

Comment ne pas être indigné face à la bêtise qui crée la misère, qui crée la mort comme la prison de Bois-d'Arcy le 11 décembre dernier [et non pas le 23, comme nous l'avons malencontreusement indiqué dans l'édition du ML n° 940, NdIR], quand on retrouve le cadavre d'Ignace Mabassa, pesant 30 kilos, le poids d'un enfant. Il aurait perdu en trois mois 25 kilos sans que personne ne s'en aperçoive, ne s'en inquiète, ne s'en offusque. Comment croire cela, surtout quand la prison, en guise d'explication, rétorque : « Ce prisonnier n'a jamais été gros ». De qui se moque-t-on ?

Ignace Mabassa, Gabonais, était en France depuis plusieurs années. Il purgeait quatre mois de prison après avoir été interpellé pour n'avoir ni papiers ni permis de séjour, ni « permis » de survivre. Il était libérable à la fin décembre, seul sans famille ni avocat.

Le détenu était végétarien, comme si l'on mourait de cela. Ignace Mabassa est mort d'être sous-alimenté, mort par épuisement dans sa cellule.

Le procureur de Versailles, Yves Collen, a ouvert une enquête pour « abstention volontaire de porter secours à une personne en danger ». Ce qui arrangerait la justice, ce serait que ce prisonnier anonyme soit décédé d'une maladie infectieuse. L'affaire serait classée plus vite. D'ailleurs, elle sera sûrement classée très vite, étouffée.

L'indifférence existe, et l'on meurt encore en prison. On meurt inaperçu dans des prisons surchargées. Celle de Bois-d'Arcy possède un taux d'occupation de 159%. La place d'Ignace Mabassa est déjà prise...

Thierry Sajat

## Associations

### CLERMONT-FERRAND : CYCLE DU FILM ESPAGNOL A L'ATENEO ET PERMANENCE LIBERTAIRE (RAPPEL)

Programme de l'Ateneo pour janvier :

- le lundi 24, projection de *La luna de lobos*, le maquis espagnol en 1937 ;
- le lundi 31, projection de *Rocio*.

Ce cycle espagnol est présenté par un tout nouveau groupe libertaire qui se réunit chaque lundi de 20 h 30 à 22 h 30 à l'Ateneo, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

Ce groupe invite les membres de la FA à venir le rencontrer. Il leur propose de participer aux activités du local et d'assurer une permanence (selon leur désir).

MEXIQUE

# La révolte des Indiens néo-zapatistes

**A** PRES CINQ SIECLES de conquête et de génocide, le bras de fer séculaire entre les Indiens et les possesseurs du sol continue dans le « Nouveau Monde ».

Cette fois-ci, c'est au Mexique, dans la région de Michoacan, limitrophe du Guatemala, que les Indiens sans terre se sont révoltés contre le pouvoir local et contre le gouvernement central, responsables de leur détresse et de leur misère.

L'on sait depuis belle lurette qu'au Mexique les « droits indigènes » n'existent pas et que, dans ce domaine, les promesses de la Révolution mexicaine sont restées lettre morte, malgré les lois de réforme agraire inscrites dans la Constitution. L'assassinat d'Emiliano Zapata en 1919 a montré sans équivoque les véritables intentions du

pouvoir qui a confisqué et corrompu la révolution de 1910, ce grand mouvement social commencé par les frères Flores-Magon contre le dictateur Porfirio Diaz et contre l'oligarchie qui s'était constituée depuis la conquête.

L'on sait aussi que la tension sociale qui s'accumulait dans cette région oubliée du Mexique pouvait à tout moment exploser, car les caciques locaux, alliés à la police et à l'armée, continuaient à persécuter les communautés indigènes pour les dépouiller de leurs terres et les empêcher de revendiquer, surtout depuis que le gouvernement de Salinas de Gortari décréta la fin de la répartition des terres et modifia l'article 27 de la Constitution, levant ainsi l'interdiction de la vente de terres « indigènes » et ouvrant la voie à l'accaparement légal des terres par les riches propriétaires.

L'on sait aussi que dans cette région, où le niveau d'éducation est le plus bas du pays et où la médecine sociale n'est pas encore arrivée, des paysans sont morts de faim l'année dernière, déclarée officiellement Année internationale des Indiens !

## Une situation dramatique

Nous avons parlé à plusieurs reprises sur les ondes de Radio Libertaire de cette situation dramatique des Indiens de l'isthme, de ce scandale. Déjà en 1988, nos amis et camarades de l'Union de Comunidades Indígenas de la Zona Norte del Istmo (UCIZONI) nous avaient demandé de les aider à constituer une association de défense des

droits de l'homme pour cette région, les exactions des caciques et des autorités ayant augmenté en nombre et en gravité dans toute la zone de l'isthme (Oaxaca et Michoacan).

Déjà dans un rapport qu'ils nous avaient envoyé fin 1987, ils nous disaient : « [...] Les prisons de l'isthme de Tehuantepec se trouvent saturées. La plupart des prisonniers sont des Indiens, qui non seulement ne connaissent pas leurs droits, mais qui, très souvent, ne connaissent même pas les accusations retenues contre eux [...]. Il faut signaler que beaucoup des Indiens emprisonnés n'ont commis aucun délit, leur unique responsabilité est de s'être fait remarquer comme représentants traditionnels communautaires, honnêtes, qui sont en prison pour avoir défendu les terres et des ressources communautaires [...] ».

Ainsi, la lutte indienne — pour la récupération des terres et pour la survie — est fréquemment sanctionnée par l'assassinat ou l'emprisonnement. Accusés de n'importe quoi, les Indiens sont jugés dans une langue, l'espagnol, qu'ils ne comprennent pas, puisque personne ne s'est préoccupé de le leur enseigner. Ils n'ont pas d'avocat pour les défendre, car ils ne peuvent pas les payer, et ils sont souvent jugés par des tribunaux où les juges sont à la solde des caciques. L'on comprend donc que les Indiens qui ont pris le maquis et occupé pendant quelques jours six villes de l'Etat du Chiapas aient déclaré aux journalistes, dans un espagnol approximatif : « On est arrivé là parce qu'on ne supporte plus ça, l'armée qui nous persécute. Alors c'est la guerre ». Et l'on ne peut pas être surpris non plus de la brutale réaction du gouvernement mexicain, qui a envoyé plus de quinze mille soldats, fortement appuyés par des colonnes de tanks, par l'artillerie et l'aviation, pour mater cette rébellion dans le sang. Ce n'est ni la première fois que les autorités mexicaines agissent ainsi, ni malheureusement la dernière. Mais ceci dit, nous croyons qu'il faut essayer d'examiner ces événements avec une grande attention et une lucidité critique ; car la complexité de la situation politique actuelle au Mexique (pré-électorale) peut être l'occasion de toute sorte de manipulations et peut déboucher sur des issues démagogiques.

## Des tentatives de récupération politique

D'autre part, et bien que l'on ne dispose pour l'instant que de peu d'éléments permettant de le confirmer clairement, tout porte à croire que l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), n'a pas surgi spontanément d'un acte de désespoir ou d'une décision de l'ensemble des communautés indiennes et paysannes de la

région. Le fait même de se donner le nom d' « armée de libération nationale » et de se présenter comme une guérilla plus ou moins structurée pose certaines questions à propos de l'encadrement idéologique et militaire de cette rébellion.

La légitimité des griefs des Indiens contre le gouvernement mexicain est incontestable, de même que le choix de la lutte armée pour atteindre leurs objectifs de « terre et liberté », qui étaient déjà ceux d'Emiliano Zapata. Ce qui nous pose problème, ce sont les tentatives (potentielles ou réelles) de récupération politique des luttes des Indiens et des paysans pauvres du Mexique. Car ce sont eux qui sont massacrés en ce moment et eux qui subiront les conséquences du déclenchement d'une guérilla sans avenir, tant est disproportionné le rapport de forces dans la confrontation avec l'armée et le gouvernement mexicain.

Nous pouvons, bien sûr, nous reconforter de notre impuissance révolutionnaire ici, loin du champ de bataille, et nous donner bonne conscience en vantant l'héroïsme des néo-zapatistes du Chiapas, mais nous croyons que ce ne serait d'aucune utilité pour eux, ni pour tous ceux qui souffrent ou vont souffrir de la répression.

Nous croyons qu'il faut manifester notre indignation afin de faire reculer le gouvernement mexicain dans ses intentions répressives et apporter notre solidarité aux victimes de la répression déjà en cours. Et, en même temps, dénoncer toutes les tentatives de récupération partisane, d'où qu'elles viennent ; car elles existent et ne vont malheureusement pas dans le sens d'une amélioration des conditions de vie des indiens. Nous nous référons aux diverses manipulations en cours, tant celle des grands partis — comme le PRD (Parti de la révolution démocratique) de Cuauhtémoc Gardenas et certains secteurs du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) qui ont été désavantagés par la désignation de Luis Donaldo Colosio comme candidat officiel du PRI à la présidence de la République — que celle des petits partis qui prétendent incarner le « vrai esprit prolétarien du peuple », tels que le Parti révolutionnaire ouvrier-paysan Union du Peuple (PROCU) et le Parti des pauvres (PDL) qui ont revendiqué ces jours derniers les attentats à l'explosif au Mexique. Sans oublier la récupération de ce mouvement par l'Eglise, en tant que médiatrice dans le conflit, après avoir été en partie l'instigatrice de la révolte à travers les prêtres et les évêques de Chiapas qui préchent la théologie de la libération.

« La Tribuna Latinoamericana » (Radio Libertaire - 89.4)

(L'émission « La Tribuna Latinoamericana » a lieu sur Radio Libertaire un dimanche sur deux, entre 18 h et 20 h.)

A TRAVERS LE CHIAPAS...

## Le Mexique et ses Indiens

Le Mexique, c'est à peu près 80 millions d'habitants dont 20% sont des Indiens, descendants des Aztèques au centre, fondateurs de Mexico, descendants des Mayas au sud du pays. Pour l'Etat fédéral mexicain, un Indien est une personne qui parle indien, les chiffres officiels sont donc très largement en dessous de la réalité. Nombreux sont ceux, en effet, qui ne se réclament pas d'une langue indienne devant l'agent recenseur. De plus, les enfants de moins de cinq ans ne sont pas recensés Indiens puisqu'ils ne savent pas parler. Le Chiapas, situé à la frontière avec le Guatemala dont il fut dépendant jusqu'en 1824, est un Etat à 80% indien avec une centaine d'ethnies. Pour autant, aucun Indien, aucune Indienne n'occupe des postes de responsabilités. Et, ce qui marque le plus quand on s'immerge dans la vie sociale locale, c'est le manque de formation et d'informations des Indiens en général. Manque de formation organisée parce que les Indiens sont un réservoir de main-d'œuvre important pour les fincas, grandes plantations de café des plaines. Manque d'informations parce que le gouvernement les maintient en dehors de tout droit.

Dans l'Etat du Chiapas, les descendants des Mayas s'accrochent aux flancs des montagnes, retirés sur de petits bouts de terrain juste suffisants pour survivre. Pour cela, il faut encore être capable de retenir la terre. Terre volcanique, fertile, mais qui part dès les premiers orages. La culture du maïs permet cette survie sans aller au-delà, et la mortalité, notamment la mortalité infantile, est importante. Les hommes se vendent régulièrement et pour trois mois consécutifs, voire six mois, au

moment de la récolte du café. Les petites villes des vallées sont occupées par les métis et les Blancs qui, bien entendu, cultivent un racisme bien classique envers ces indiens d'un autre temps. Les voies de communication se résument à la trans-américaine qui permet aux gringos de la classe moyenne américaine de tracer la route au volant de vans flambant le dollar. Des nationales existent pour relier les plus connus des sites mayas devenus des centres touristiques importants. Le reste, ce sont des pistes de montagnes où l'on se déplace à pied, quelquefois en bus ou en pick-up coincé entre d'autres villageois et les sacs de provisions ramenés de la ville.

Les renseignements généraux fonctionnent bien et les Indiens, dont les révoltes jalonnent l'histoire du Mexique, sont ainsi très surveillés. C'est ainsi qu'on a appris dès le mois de décembre 1993 un redoublement des disparitions de paysans indiens, permettant de penser à un mécontentement grandissant. C'est aussi ce qui a pratiquement obligé les Indiens à construire des structures sociales et administratives parallèles et plus ou moins clandestines. Il n'est pas rare de trouver dans un village une administration officielle dirigée par les métis et une structure secrète propre aux Indiens eux-mêmes. Beaucoup plus rare, et plus toléré qu'accepté, le village de Chamula, sur les hauteurs de San Cristobal-de-Las-Casas a ainsi son conseil des sages, qui gère le village et peut rendre justice... Ce village, devenu un point touristique, alimente la ville en fruits et légumes. Lors de négociations difficiles avec l'Etat fédéral, le conseil décide de fermer le village aux touristes

et de ne plus fournir les marchés jusqu'à ce qu'on ait trouvé une solution convenable pour tous.

Malgré cela, la déculturation est énorme. Alors que leurs ancêtres s'étaient rendus célèbres par le travail de la laine, on ne trouve plus guère que des vêtements en synthétique pour un climat qui est quand même celui, tropical humide, de la sierra Madre.

Il faut aussi parler des relations avec l'Eglise catholique. Bartolomé de las Casas a sans doute été le premier à défendre les Indiens. Ils lui en ont été reconnaissants et ont pratiqué un syncrétisme religieux mêlant les saints protecteurs et les dieux des ancêtres. Mais depuis la révolution, l'Eglise a toujours essayé de récupérer son patrimoine passé sous domaine public. Il y a deux ans, ce fut chose faite, et le marchandage s'effectua sur le dos des indiens. L'Eglise récupéra ses églises et ses cathédrales à condition qu'elle n'agisse pas trop le gouvernement fédéral avec les droits de l'homme et la situation des Indiens. L'équilibre au sein de l'Eglise est donc précaire entre ceux, adeptes de la théologie de la libération qui restent attachés aux communautés indiennes, et les autres, soucieux de préserver les biens terrestres. Ceci explique la tentative avortée de destitution de l'évêque de San-Cristobal par le Vatican. Le gouvernement demanda, obtint, puis recula devant la menace de soulèvement des Indiens.

Zapata était paysan-métayer, victime de l'extension des haciendas dans l'Etat de Morelos, un peu au nord du Chiapas. Son cri « Tierra y Libertad ! » reste encore d'actualité pour tous ces paysans sans terre.

Christian Véron (Nantes)

# Le balai et le pistolet

VENDREDI 24 DÉCEMBRE 1993, dans un grand magasin de Paris, une voix féminine dans un haut-parleur annonce des réductions sur les cadeaux pour enfants ; elle s'attache scrupuleusement à distinguer les cadeaux pour les filles et ceux pour les garçons : « - 50% sur le clean-service, qui se compose d'une balayette, d'une pelle, d'un balai-éponge et d'un chiffon, c'est pour les petites filles et cela leur permet de leur apprendre ce qu'elles devront faire plus tard. » La panoplie de la future ménagère...

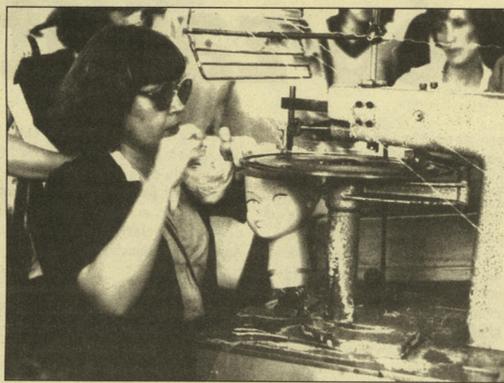
Il n'aurait échappé à personne que depuis des lustres, à chaque Noël, des cadeaux sont achetés aux enfants par leurs parents (ceux qui le peuvent, bien sûr !). Si le Christ n'avait pas existé, le commerce l'aurait sûrement inventé ! (à moins que ce ne soit vraiment le cas...).

Notre société de consommation a pour but de créer des besoins plutôt que d'en satisfaire, soit, mais un aspect tout aussi préoccupant est la sélection des jouets selon le sexe de l'enfant. La plupart des jouets qu'on trouve dans le commerce sont conçus pour les filles et pour les garçons, en rapport étroit avec le rôle qu'on attend d'eux. Les jeux des filles imitent la vie familiale (la tenue de la maison et le soin de sa propre beauté), tandis que pour les garçons, c'est plutôt l'arsenal militaire. L'assortiment que nous proposons les commerces pour la fête des mères et celle des pères est d'ailleurs tout aussi révélateur.

Du fait que depuis des siècles les filles soient conditionnées à la

passivité et à la soumission et que les garçons le soient à l'activité et à l'agressivité, on en déduit qu'il s'agit là d'un fait naturel, lié à la biologie. Ceux qui ne répondent pas à ces critères sont vus comme des exceptions, qui ne remettent pas en question, malgré tout, les préjugés selon lesquels nos chromosomes sont irrémédiablement associés à notre comportement, et que par conséquent on peut tout à fait justifier le fait d'attribuer des objets et des fonctions selon la nature de chacun. Ces préjugés sont considérés comme des vérités d'autant plus intangibles qu'elles se couvrent d'un alibi pseudo-scientifique. Notre personnalité est modelée depuis la naissance par les gratifications et les refus des adultes. La demande spontanée des enfants vers des jouets dont ils auront appris à reconnaître qu'ils sont permis n'est qu'apparente. Ce qui paraît naturel n'est que culturel. Même en dehors de la famille, les enfants n'aiment pas se sentir différents de leurs camarades du même âge, de crainte qu'ils ne se moquent d'eux. Et le manque d'affection qui en découlerait ne pourrait que les en dissuader.

Les réprimandes et les récompenses des adultes conditionnent les enfants dans le but, inconscient souvent, de rendre certains comportements automatiques, d'autant plus facilement à un âge où le sens critique est fragile. Une petite fille ne doit pas se salir dans les bacs à sable car elle doit rester coquette si elle veut devenir une femme, et un petit garçon ne doit pas pleurer s'il veut



Fabrication des poupées Bella.

devenir un homme. Ces comportements, que beaucoup d'adultes s'évertuent à inculquer à leurs enfants, ne sont pas étrangers au type de société dans lequel on vit. Une société qui y trouve son compte puisque ces comportements ne peuvent que renforcer sa structure, c'est-à-dire maintenir en place l'ensemble des relations qui existent entre les individus.

Ainsi, le rôle de la femme devrait être passif, en marge de toute activité sociale, économique ou politique, ne devant se préoccuper que de reproduire les mêmes schémas traditionnels chez ses enfants.

Attribuer un rôle à un être humain en fonction de son sexe est la marque d'un véritable mépris

pour celui-ci dans le même temps que ceux dont on n'attend que l'obéissance, n'apportent aux autres que leur passivité. La créativité dont ils auraient été capables dans des conditions libertaires disparaît. Grâce à des écoles comme Bonaventure (île d'Oléron), il serait possible de modifier les causes culturelles qui sont à l'origine des inégalités entre sexes. Une rupture sociale consisterait à faire en sorte que chaque individu qui naît ait la possibilité de constituer sa personnalité de la manière qui lui convient le mieux, indépendamment du sexe auquel il appartient.

Eric Jarry  
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

## Rendez-vous libertaire au « Local »

Le projet germe depuis la guerre du Golfe. A l'époque, des libertaires, organisés (FA, OCL, ex-UTCL...) ou non, ainsi que d'autres Nantais et Nantaises, avaient lancé sur la ville un collectif : le Groupe de résistance et d'opposition à la guerre (GROG). De la participation aux traditionnelles manifestations à des actions plus spectaculaires (bombages, perturbation d'un conseil municipal...), le GROG fut certainement le collectif nantais le plus dynamique durant cette période.

A l'issue du conflit (dans sa phase strictement militaire, s'entend), la plupart des membres du GROG choisirent de s'engager dans un autre combat : l'ouverture d'un lieu sur la ville, lieu militant et convivial, lieu de formation et d'agitation.

Ce combat fut long et acharné. Tout d'abord, les locaux vacants sur Nantes se révélèrent fort chers ; ensuite, la maison Poulaga sut intervenir à temps pour empêcher la réalisation de ce projet par ses conseils avisés aux propriétaires contactés.

Finalement, deux ans plus tard, grâce à un bien heureux hasard, le local-oiseau rare fut découvert : 180 m<sup>2</sup> dans le centre-ville, pour un prix abordable (mais disponible uniquement jusqu'en octobre 1994). Après quelques travaux, « Le Local » (car c'est son nom) a ouvert ses portes le vendredi 10 décembre 1993 par une fiesta où punk-rock et musique celtique se succédèrent, précédés par une courte mais vivifiante pièce de théâtre. Depuis, cette structure originale prépare son programme de rentrée. Alors, si vous habitez Nantes ou le département, passez nous voir au « Local », 16, rue Sanlecque (quartier Chaussée de la Madeleine). Tél. : 40.48.49.56.

Patxi  
(gr. FA Milly-Witkop - Nantes)

## GRAINE D'ANANAR

# Nouvelles du pays lorientais

ON TROUVE dans l'histoire de Lorient des traces du mouvement anarchiste, qui fut sans aucun doute plus actif et influent qu'il ne l'est aujourd'hui. On trouvait des anarcho-syndicalistes dans les luttes importantes qui ont secoué le pays lorientais. L'écomusée des forges d'Hennebont en fait largement référence.

Il y a dans l'histoire de la cité des noms de militants libertaires qui marquent encore, comme celui de François Le Levé, mort d'épuisement sur le chemin du retour des camps de concentration, en 1945.

René Lochu, figure du mouvement libertaire brestois, a aussi séjourné à plusieurs reprises à Lorient. On trouve par ailleurs, un peu plus loin à Pontivy, une autre figure du mouvement libertaire : celle d'Emile Masson, grand défenseur de la langue et de la culture bretonnes, au début du siècle.

Aujourd'hui, l'anarchisme dans la région semble appartenir à l'histoire, quoique...

Lorient, dont le nom vient de *L'Orient* (nom d'un bateau construit pour commercer avec les Indes) a connu son heure de gloire. Ville prestigieuse par son activité maritime, totalement détruite pendant la guerre et reconstruite à... l'américaine, elle vit aujourd'hui à l'heure de la crise économique. Il n'y a pas par ici d'industrie. Seule la mer semble faire vivre la région, mais les perspectives pour l'avenir sont bien sombres car la pêche est en crise. Le port de commerce, lui aussi, va mal, et les entreprises ferment les unes après les autres. La Marine nationale va quitter Lorient pour s'installer à Toulon... du coup, l'arsenal est menacé de fermeture. Tout ceci signifie le départ de plusieurs milliers de familles, avec toutes les conséquences que cela peut engendrer pour une région.

Lorient est déjà une des villes les plus demandeuses de RMI (sinon la plus demandeuse).

Un groupe FA s'était créé dans les années 80, mais a été mis en

sommeil quelques années plus tard. Lors des élections législatives de 1993, quatre militants FA et non FA ont décidé de réactiver la propagande libertaire sur la ville. Plusieurs réunions publiques ont été organisées, qui ont rassemblé plus d'une trentaine de participants. Ceci nous a encouragés à continuer. D'autres débats sont prévus, en particulier fin janvier-début février avec André Bösiger, anarcho-syndicaliste suisse de 81 ans.

Actuellement, le groupe Francisco-Ferrer (1), compte six membres et a des contacts sur Vannes et Pontivy. Ses adhérents projettent d'organiser sur ces deux villes des réunions publiques afin d'aider à la création de nouveaux groupes dans la région.

Nous tentons aussi de répondre au problème de la fermeture de l'arsenal, en entamant une campagne dénommée : « Arsenal ? Reconversion, autogestion ! ». Reconversion, car il est urgent de se poser une telle question face au lobby militariste, alors que les syndicats semblent se

positionner uniquement sur la sauvegarde de l'emploi, sans remettre en cause l'industrie guerrière ; autogestion, car nous sommes conscients que la reconversion dans une société libérale en crise économique signifie être concurrentiel, et seul un changement de société donne une dimension réelle à la reconversion.

Le groupe anarchiste est aussi présent dans la lutte pour la laïcité, d'autant qu'en Bretagne la guerre scolaire est quotidienne.

Les anarchistes lorientais s'organisent peu à peu, mais sûrement ; du reste, la presse locale fait plus ou moins écho de nos activités. Il reste, certes, beaucoup à faire, et notre priorité pour l'instant est de regrouper les sympathisants isolés par plus de dix ans d'absence d'activités libertaires dans la région.

Groupe libertaire Francisco-Ferrer

(1) Groupe libertaire Francisco-Ferrer, Cité Allende, boîte n° 19, 56100 Lorient.

## BASQUE

Tlotte Etxeveste a été libéré — Vous avez été nombreuses et nombreux à signer la pétition demandant la libération immédiate du militant basque Tlotte Etxeveste, pour raisons médicales (cf. ML n° 931).

Le 24 décembre 1993, bénéficiant (enfin !) d'une grâce présidentielle, Tlotte a recouvré la liberté.

Après une nuit passée à l'hôpital d'Ivry pour un premier bilan de santé, il a pu rejoindre sa famille au Pays basque.

Comme quoi, lorsqu'on s'unit, on y arrive !

Pour  
« le Monde libertaire »,  
un soutien efficace :  
l'abonnement !

SÉLECTION

RADIO LIBERTAIRE (89.4)

- Jeudi 20 janvier, 20 h 30 - 22 h : « Chronique hebdo » avec le Comité Somport.
- Vendredi 21 janvier, 14 h 30 - 16 h : « Bibliomanie ».
- Samedi 22 janvier, 16 h 30 - 18 h : « Sans toit ni loi » (émission des précaires et mal-logés).
- Dimanche 23 janvier, 10 h - 12 h :

- « La matinée anticléricale » avec la Libre Pensée.
- Mardi 25 janvier, 16 h 30 - 18 h : « Petites annonces d'entraide » (avec Elisabeth).
- 20 h 30 - 22 h 30 : « Radio Libertaria » (actualité sociale avec la CNT-AIT de l'Energie).
- Mercredi 26 janvier, 12 h - 16 h : « Le Manège » (musique, littérature...).

CHANT EN CH'TI

« Le P'tit Quinquin » à la sauce cléricale

La nuit du 24 au 25 décembre a été célébrée en l'église Saint-Pierre/Saint-Paul, quartier de Wazemmes à Lille, une messe en ch'ti, c'est-à-dire en patois du Nord et, à cette occasion, chantée par de grosses punaises de sacristie, des cacots, pucerons et pucelles cathéchisés : *Le P'tit Quinquin*.

FR3-Lille a cru bon en faire tout un épisode sensationnel, diffuser et rediffuser avec reprises sur le plan national, ainsi que par d'autres chaînes. Quel *best-seller* !

Quand on sait que cette chanson a été écrite par Desrousseaux, poète-chansonnier patoisant né en 1820 en la commune libre de Saint-Sauveur, d'obédience guesdiste et non religieuse, commune d'où devait surgir, rue de la Vignette, ce chant de Pierre Degeyter et d'Eugène Pottier, communalard, qui a fait le tout du monde : *L'Internationale*, on reste hérisssé.

Il convient de savoir que *Le P'tit Quinquin* raconte le sort déplorable d'une dentellière qui voudrait endormir son petit pour pouvoir se remettre au travail.

En effet, les pauvres hardes de l'enfant sont au Mont-de-Piété, la malheureuse mère subissant la vie

miserable du prolétariat lillois exploité par les gros patrons du textile, entre autres, et si cousins avec la hiérarchie catholique, évoque de quoi acheter à son gosse une « coquille », un petit gâteau d'un sous, un chapeau pointu. Cette berceuse fait écho aux propos de Victor Hugo évoquant les « caves de Lille » et flétrissant les capitalistes sans entrailles.

Quelle affabulation de l'histoire par l'Eglise cherchant à contenir l'hémorragie des racines populaires, et quelle malhonnêteté intellectuelle de la télévision de trafiquer ainsi.

De plus, on aura remarqué cette propension à dire et redire « Joyeux Noël » et même de faire intervenir quelques sinistrés des inondations : « Cette nuit, c'est la fête », alors que bien d'autres croyants ont certainement dû penser qu'arche de Noé eût mieux convenu qu'arche de Noël.

On prend vraiment les enfants pour de la pâte à modeler et les adultes pour des naïfs sinon des crétins.

Renart

(né rue du Curé-Saint-Sauveur en 1922)  
CCL Benoît-Broutchoux - Lille

FRANCE CULTURE  
(93.5/93.9)

Une vie, une œuvre

Judi 20 janvier  
de 9 h 05 à 10 h 30  
MICHEL BAKOUNINE  
par Marie-Christine Navarro  
avec (entre autres) Michel Ragon

Judi 27 janvier  
de 9 h 05 à 10 h 30  
MALATESTA  
avec (entre autres) Patrick Defais

Radio Libertaire a toujours besoin de votre soutien financier, achetez donc sa carte d'auditeur : 100 F (chèque à l'ordre de DMC) à la librairie du Monde Libertaire 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Ciné sélection

« Automne » chronique des années de peste

EN RECEVANT la Palme d'Or à Cannes en 1975, le cinéaste algérien Mohamed Lakhdar Hamina ne se doutait sans doute pas que son fils Malik prendrait un jour la relève. *Chronique des années de brasse* a marqué le cinéma arabe et aujourd'hui avec *Automne*, Malik Lakhdar Hamina nous apporte son empreinte, originale et poignante.

Malik Lakhdar Hamina a mal à l'Algérie. Comme Rachid Mimouni ou comme d'autres qui déjà ne sentent plus rien, frappés à bout portant par la haine intégriste. De ce qu'il sait et de ce qu'il a vu de son pays, Malik Lakhdar Hamina a voulu témoigner avec son langage. Sa caméra explore ce temps pourri par un combat fratricide entre une

dictature moribonde et insupportable et le Front islamique des Salauds, égorgeant au nom de Dieu. L'histoire d'amour de deux jeunes Algériens, Djihad, le musicien et Amel, l'animatrice radio, sert un peu de prétexte à Lakhdar Hamina pour nous montrer cette atmosphère délétère qui jour après jour empoisonne (parfois mortellement) la vie et les êtres. Ecartelés entre un pouvoir militaire qui les censure et un ordre moral qui veut les museler, Djihad et Amel sont pris dans la tourmente, premières victimes de ces deux camps qui ne supportent ni l'un ni l'autre la liberté et la démocratie.

Djihad rêvait de musique et d'un grand concert humanitaire, Amel

avait son ventre gonflé de vie. Que de blasphèmes dans cette Algérie gagnée par la peste. Nous sommes à l'automne 1988, cet octobre des émeutes sanglantes. La caméra de Lakhdar s'efface pour de « vraies » images. La sale gueule de l'intolérance, de la répression, de la violence des flics et des barbus. *Automne* témoigne alors du destin de la démocratie et des défenseurs de la liberté écrasés dans l'état

présenté en novembre dernier lors du 4<sup>e</sup> Festival du film arabe de Fameck (Moselle), *Automne* est sorti plutôt discrètement sur les écrans. Raison de plus d'aller voir cette chronique des années de peste.

Pascal Didier

THÉÂTRE

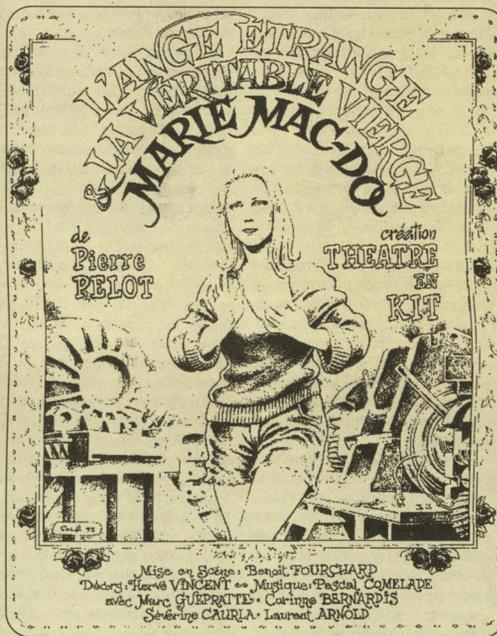
« L'ange étrange ou la véritable Marie Mac-Do »

de Pierre Pelot  
création Théâtre en Kit

Au théâtre parisien de la Main-d'Or, connu pour sa vocation à prendre des risques quant à sa programmation, une troupe lorraine (Nancy), le Théâtre en Kit, s'est installée jusqu'au 12 février pour enfin présenter la véritable Annonciation, et rayer 2000 ans d'esroquerie basés sur une vague répétition. Acide et loufoque, selon le savoir-faire du Théâtre en Kit depuis dix ans, cette « Annonce faite à Marie », au pays des arnaqueurs perdus, s'appuie sur un texte de Pierre Pelot, dans lequel ce dernier larde, rase et polit certaines idées toutes faites dépassant de beaucoup le thème religieux. Un spectacle hors des sentiers battus, pour se décapier les neurones et les zygomatiques.

Hervé (gr. Jean-Roger Caussimon - Nancy)

N.B. : Théâtre de la Main-d'Or, 15, passage de la Main-d'Or (métro Ledru-Rolin), 75011 Paris. Spectacle en semaine à 20 h 30 et dimanche à 15 h (relâche le lundi). Réservations au : 48.05.67.89.



ELISABETH et GUIMOU DE LA TRONCHE  
samedi 22 janvier - 20 h 30  
Caveau « La Bohème » / théâtre des Déchargeurs  
3, rue des Déchargeurs (M<sup>o</sup>/RER Châtelet)  
75001 Paris. Tél. : 42.36.10.29  
Entrée : 60 et 80 F

« Mots et Musiques » et Radio Libertaire  
présentent  
CHRISTIANE AUTHIER  
Lundi 24 janvier - 20 h 30  
Théâtre Clavel, 3, rue Clavel (M<sup>o</sup> Pyrénées) 75019 Paris.  
Réservations : 43.84.70.04. Entrée : 70 et 90 F

SUÈDE

# Stig Dagerman

## un écrivain anarchiste

### « dans le monde des petits chiens »

« L'écrivain anarchiste (forcément pessimiste, puisqu'il est conscient du fait que sa contribution ne peut être que symbolique) peut pour l'instant s'attribuer en toute bonne conscience le rôle modeste de ver de terre dans l'humus culturel, qui, sans lui, resterait stérile du fait de la sécheresse des conventions. Etre le politicien de l'impossible, dans un monde où ceux du possible ne sont que trop nombreux, est malgré tout un rôle qui me satisfait à la fois comme être social, comme individu et comme auteur du Serpent. »

Stig Dagerman, *L'Anarchisme et moi*, 1946.



Manifestation syndicale à Stockholm, en 1933.  
Photo : Axel Malmström, in « Syndikallisten » (revue de la SAC), 1982.

IL EST DIFFICILE d'imaginer que, le 5 octobre 1933, Stig Dagerman aurait eu soixante-dix ans, tant l'enfance et l'adolescence ont hanté son œuvre. « Le Strindberg que j'aimais, c'était l'adolescent Strindberg, le solitaire aux épaules étroites qui grelottait, celui qui pendant les nuits d'hiver de la vie parvenait à se réchauffer les mains au feu de l'espoir d'être un jour capable d'allumer un gigantesque incendie avec tout ce qui était froid, gris, pourri, triste et sale. Cet adolescent, je le comprenais et je l'aimais comme seul un adolescent peut comprendre et aimer un autre adolescent. » (Ma rencontre avec Strindberg).

A trente et un an, le 4 novembre 1954, Stig Dagerman s'enferme dans son garage, fit tourner le moteur de sa voiture et se laissa asphyxier. La veille au soir, il apportait son dernier billet, « Attention au chien », au journal de la Sveriges Arbetarens Centralorganisation (SAC), Arbetaren (« Travailleur »), auquel il collaborait régulièrement depuis 1943.

Dès 1941, à dix-huit ans, Dagerman milita activement au Cercle de la jeunesse syndicaliste ; en août 1943, il épouse Annemarie, fille de Ferdinand et Ely Götzte, anarcho-syndicalistes exilés d'Allemagne, après la prise de pouvoir de Hitler, puis d'Espagne, après la victoire de Franco (par ce mariage, Stig Dagerman permet à la jeune femme d'obtenir la nationalité suédoise). Annemarie, dans une interview, à Paris en janvier 1990, expliquait : « Je voudrais dire une chose que l'on ne sait pas en Suède. On disait que son père était anarchiste, ce qui n'est pas vrai. Son père était syndicaliste, et ce n'est pas du tout pareil. Mon père à moi était anarcho-syndicaliste, il était donc les

deux à la fois. C'est lui qui a fait connaître l'anarchisme à Stig. Nous en avons beaucoup discuté ensemble, durant les premières années de notre vie commune, mon père était souvent avec Stig et lui parlait beaucoup. »

La fréquentation des réfugiés espagnols eut une profonde influence sur Stig Dagerman. Et il écrivit en 1946 : « En Espagne, entre 1936 et 1939, l'anarchiste était considéré comme si dangereux pour la société qu'il convenait de lui tirer dessus des deux côtés (en effet, il n'était pas seulement exposé, de face, aux fusils allemands et italiens mais aussi, dans le dos, aux balles russes de ses "alliés" communistes) [...]. De façon plus ou moins consciente, on ferme les yeux sur le fait, pourtant capital, que l'idéologie anarchiste, couplée à une théorie économique (le syndicalisme) a débouché en Catalogne, pendant la guerre civile, sur un système de production fonctionnant parfaitement, fondé sur l'égalité économique et non pas sur le nivellement mental, sur la coopération pratique sans violence idéologique et sur la coordination rationnelle sans assassinat de la liberté individuelle. » En décembre 1954, Federica Montseny lui rend un émouvant et bel hommage dans la revue *Cenit*, publiée à Toulouse, qui se termine ainsi : « Il était un des nôtres. [...] Nous pleurons la mort de cet homme jeune, intelligent et sensible, profondément malheureux, digne de vivre et de se réaliser selon sa volonté et son désir, comme nous pleurerions celle d'un frère ou celle d'un fils très aimés. »

Fils de parents prolétaires (mère télégraphiste et père ouvrier itinérant, poseur de rails) qui n'ont pas vécu ensemble, Stig Dagerman a été élevé

par ses grands-parents qui l'ont choyé (« Mon grand-père et ma grand-mère sont, d'une certaine manière, les êtres les plus dignes d'estime que j'aie jamais rencontrés »), puis son père le fit venir à Stockholm. (L'opposition entre la ville et la campagne est un thème qui revient souvent dans son œuvre.) Il fut un élève brillant mais silencieux et réservé : le lycée lui paraissait une prison. Heureusement, il y avait le spectacle de la rue et, surtout, le cinéma qui calmait son tempérament naturellement nerveux et inquiet.

Dans les cercles anarcho-syndicalistes, Stig Dagerman militait et écrivait dans la revue *Storm* (« Tempête »), puis à *Arbetaren*, où il était rémunéré. (La SAC a eu une presse importante et *Arbetaren* a été quotidien, cependant un journaliste ne peut percevoir un salaire supérieur à celui d'un ouvrier professionnel).

Entre vingt et un et vingt-six, Stig Dagerman écrit quatre romans, quatre pièces de théâtre, un recueil de nouvelles, un livre de reportage et un grand nombre d'articles, d'essais et de poèmes. *Le Serpent* (1), roman qui met en scène un groupe de jeunes gens au cours de la Seconde Guerre mondiale, leur peur et leur angoisse, leur frayeur collective et individuelle et leurs vaines tentatives de la maîtriser, paraît en 1945. Ce livre est accueilli avec enthousiasme par une critique unanime. En 1946, le jeune écrivain, qui est devenu corédacteur de la revue *40-tal*, autour de laquelle se regroupe toute la nouvelle génération d'auteurs suédois, publie *L'île des condamnés*, un grand roman allégorique sur le fascisme, sur le conflit avec l'autorité, où règne encore l'angoisse de la solitude et de la culpabilité. Cette même année, à

l'automne, il voyage à travers l'Allemagne en ruines. Ses chroniques paraîtront en 1947, *Automne allemand*, et lui offriront un premier relatif succès de librairie.

Il publie aussi *Les Jeux de la nuit*, recueil de dix-sept nouvelles. En 1948 paraît son troisième roman, *L'enfant brûlé*, écrit en France, en Bretagne, « dans une grande solitude », un livre sur l'adolescence « discipliné à mort qui décrivait d'une façon claire et ordonnée des personnages peu nombreux », où l'on peut lire une extraordinaire lettre d'adieu du jeune héros avant sa tentative de suicide, « las de vivre ici dans le monde des petits chiens. Le monde des chiens aux petits sentiments, aux petits plaisirs, aux petites pensées »... Commence aussi la publication de son œuvre théâtrale (*Le Condamné à mort*, monté l'année précédente à Stockholm).

En 1949, Stig Dagerman écrit et publie son dernier roman, *Ennus de nocé* [éd. française 10-18, 43 F], rédigé sous « la pression de tous ceux qui attendaient que d'autres promesses soient tenues et au cours d'innombrables voyages — ou plutôt d'innombrables fuites — dans toutes les directions... Un tourbillon d'inspirations menaçait de faire basculer le livre, mais cela aussi c'était nécessaire afin qu'il puisse être le démenti, si important pour qu'il me soit possible de croire en moi, de *L'enfant brûlé*. »

Cinq années restent à vivre à l'enfant prodige des lettres suédoises, qui collabore toujours au journal libertaire *Arbetaren*, cinq années de silence ? Cinq années de souffrance. De 1950 à 1954, il commence quatre romans, premières pages, premières lignes, premier chapitre ou l'ultime prologue, Dieu rend visite à Newton.

Il faudrait parler plus avant des nouvelles, poèmes, fragments en prose, réunis en volumes après sa mort, que l'on peut rattacher au « versant fantastique » de son œuvre, ou au « versant psychologique », ou encore à des textes d'inspiration autobiographique —

enfance, adolescence — à une interrogation sur la création littéraire (Kafka...). On devrait aussi aborder l'influence du cinéma sur son œuvre, et inversement : trois de ses romans ont fait l'objet de longs métrages dans les années soixante. Stig Dagerman a été par ailleurs assez vite traduit, en anglais, allemand, français...

Mais il faut citer un extrait du bref texte qui l'a vraiment fait découvrir en France, en 1981 (alors que son œuvre y était progressivement traduite depuis 1956), *Notre besoin de consolation est impossible à rassasier* : « Le monde est donc plus fort que moi. A son pouvoir je n'ai rien à opposer que moi-même — mais, d'un autre côté, c'est considérable. Car, tant que je ne me laisse pas écraser par le nombre, je suis moi aussi une puissance. Et mon pouvoir est redoutable tant que je puis opposer la force de mes mots à celle du monde, car celui qui construit des prisons s'exprime moins bien que celui qui bâtit la liberté. » (L'ironie veut que cette manière de testament d'une petite dizaine de feuillets parût, en 1952, dans *Husmodern* n° 13, hebdomadaire suédois de la femme au foyer !)

Enfin, il n'est pas possible de résister à la tentation de citer Stig Dagerman pour ceux qui, pendant près de quarante ans, ont pu commenter son œuvre comme simplement littéraire voire existentielle : « Il y a une très grande consolation dans le fait de pouvoir aller tranquillement se coucher quand les autres se lèvent. Cette consolation cache pendant un instant l'amertume des faits. Ça, par exemple : je quémande la réconciliation et la fraternité, mais tout ce que j'obtiens ce ne sera qu'une appréciation esthétique. Oui, pendant un bref instant, cette consolation arrive même à vaincre ce qui est selon moi le pire de tous les maux : avoir peur des hommes et écrire pour de l'argent. »

Bérial

(1) Réédité récemment dans la collection de poche *L'Etrangère* chez Gallimard, 62 F.

### SOMMAIRE

Page 1 : Des étreintes pour les riches (suite p. 3), Ce n'est qu'un début...  
Page 2 : Scènes de la vie de bohème ordinaire.  
Page 3 : Des étreintes pour les riches (suite de la « une »), Les retraites au régime, Gros succès anti-calotin..., F. Montseny est décédée, Parutions.  
Page 4 : La maternité des Lias encore la cible de SOS-Tout Petit, SIDA, prisons : brisons les exclusions, On meurt de faim dans les prisons françaises, Associations, Rendez-vous.

Page 5 : La révolte des Indiens néozapatistes, Le Mexique et ses Indiens.  
Page 6 : Le balai et le pistolet, Rendez-vous libertaire au « Local », Nouvelles du pays Iorientalis, Basque.  
Page 7 : Sélection RL, « Le P'tit Quinquin » à la sauce cléricale, « Automne » chronique des années de peste, « L'ange étrange ou la véritable Marie Mac-Do » (théâtre).  
Page 8 : Stig Dagerman un écrivain anarchiste « dans le monde des petits chiens ».